**LPL 29 cor Le Front national 8 496car**

**Rubrique : Débats**

**Le Front national : un parti d'extrême droite opportuniste (1re partie)**

C'est autour d'Ordre nouveau, organisation néofasciste, revendiquant 5.000 membres, que se constitue officiellement, en septembre 1972, un Front national pour l'unité française (FNUF). Jean-Marie Le Pen(1) est choisi comme président, en raison de son carnet d'adresses et de ses qualités d'orateur et de tribun ; François Brigneau(2) est vice-président et Alain Robert, le dirigeant d'Ordre nouveau, secrétaire général. Le logo du nouveau parti est une flamme bleu-blanc-rouge, copiée de celle du parti fasciste italien Movimento Sociale Italiano [MSI](3) ; pour les élections législatives de 1973, auxquelles le FN entend participer, le MSI fournit gratuitement un nombre considérable d'affiches, de journaux et d'autocollants. La thématique de l'immigration est déjà au cœur de la propagande du parti. Sa plate-forme électorale intitulée « Défendre les Français » comporte un volet économique inspiré par Gérard Longuet(4). L'industriel Hubert Lambert apporte son soutien financier à la campagne. Le FN ne recueille que 1,32% des voix.

Ordre nouveau ayant été dissout en juin 1973, à la suite d'affrontements violents avec la Ligue communiste révolutionnaire, Le Pen évince Alain Robert du bureau politique du FN. Conséquence : une grande partie des militants d’Ordre nouveau quittent le FN qui se retrouve exsangue. C'est Victor Barthélémy(5) qui contribue à la reconstitution du parti.

En décembre 1973, est constitué le Front national de la jeunesse (FNJ). Le FN crée aussi l'Institut des études nationales (IEN) pour former ses militants et ses cadres. De 1973 à 1975, *Militant* devient l'organe de presse officiel du FN. C'est Pierre Bousquet (ancien SS) qui en est le directeur politique.

En septembre 1976, Hubert Lambert meurt et lègue à Le Pen son héritage (évalué à 4,5 millions d'euros actuels). Le Pen devient un homme riche, même si son parti reste pauvre.

En septembre 1977, l'Union solidariste (anti-marxiste et anti-soviétique) intègre le FN. Un de ses membres, Jean-Pierre Stirbois, est chargé de la propagande(6).

La crise pétrolière (1973/1978) provoque une augmentation considérable du chômage (1 million de personnes en 1976). Les thèmes de propagande du FN s'adaptent au contexte : « *Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop ! La France et les Français d'abord !*». La prétendue défense des travailleurs occulte la dénonciation raciste. Pour les élections législatives de 1978, c'est Pierre Gérard(7) qui rédige le programme « Doctrine économique et sociale du FN » (qui restera valide jusque dans les années 1990). Ces élections et les présidentielles sont un échec cuisant pour le FN.

En septembre, il crée la fête des Bleu-Blanc-Rouge (BBR) pour récolter des fonds, sa situation financière étant désastreuse.

Le gouvernement de gauche, issu des élections de 1981, s'engage dans une stratégie visant à déstabiliser les partis de droite. En juin 1982, Pierre Bérégovoy(8) déclarait : « *On a tout intérêt à pousser le Front national, il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattable. C'est la chance historique des socialistes* ». On a vu depuis les résultats désastreux de cette stratégie.

Dès 1982, la médiatisation du FN se développe. Le Pen s'étant plaint que le 6e congrès du FN n'ai pas eu la couverture médiatique souhaitée, François Mitterrand l'assure que « *l'incident [...] ne devrait plus se reproduire [...]* ».

En 1983, le FN remporte son premier succès électoral à Dreux, où la liste de Jean-Pierre Stirbois, fusionnée avec la droite au second tour des municipales, obtient plus de 55% des voix et 31 élus. Stirbois devient maire adjoint.

Aux élections européennes de juin 1984, le FN prône une politique ultralibérale dans les domaines de la presse, de l'enseignement et du travail, et critique l'intervention de l'État. Parmi les têtes de liste : J.P. Stirbois, Gustave Pordea(9), Bernard Antony (alias Romain Marie)(10), Jean-Marie Le Chevallier(11), etc. Le FN obtient 10% des voix et 10 élus (fort taux d'abstention 41%).

Désormais les partis de droite banalisent leurs alliances avec le FN.

Le FN commence à se structurer et à pénétrer le monde du travail et de l'entreprise. C'est André Dufraisse(12) qui en est chargé. Il crée le Cercle entreprises modernes et libertés (EML). Il tente aussi de s'insinuer dans le milieu syndical en créant, à partir de 1985, des Cercles dans les transports (RATP, SNCF), dans l'enseignement (Cercle national de l'Éducation nationale avec pour mot d'ordre « *Halte à la marxisation de l'Éducation nationale* »), chez les chômeurs, les agriculteurs, les gendarmes, etc. Dès cette époque, le langage des militants doit être lissé afin d'éviter tout dérapage.

C'est aussi à partir de 1985 que des notables entrent au FN : des universitaires (Bruno Gollnisch, Jean-Claude Martinez, Bruno Chauvierre), des hauts fonctionnaires (Jean-Yves Le Gallou(13),Bruno Mégret), etc.

Aux législatives de 1986, 35 députés FN sont élus. C'est la période de la cohabitation entre Mitterrand, président, et Chirac, premier ministre. En vue des présidentielles de 1988, Le Pen cherche de nouveaux appuis. Il obtient le soutien logistique et financier de Causa internationale [secte Moon](14).

En 1987, Bruno Mégret est nommé directeur de campagne de J.M. Le Pen. Aidé de Jean-Marie Le Chevallier, de Charles de Chambrun(15) et de Pierre Ceyrac [député FN du Nord](16); il organise des voyages à l'étranger pour Le Pen pour tenter de lui donner une stature présidentielle. Olivier d'Ormesson provoque même une rencontre avec le pape Jean-Paul II afin de flatter l'électorat catholique.

Lors de l'émission *L'Heure de vérité* du 6 mai 1987 (à laquelle il est invité pour la 3e fois), Le Pen déclare :  « *On est bien obligé de constater que le sida est un méfait supplémentaire de l'immigration...*», provoquant un scandale. Le 13 septembre, au *Grand Jury RTL-Le Monde*, il dit : « *Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la 2e Guerre mondiale*»(17). Alors que le procès de Barbie vient à peine de s'achever par sa réclusion criminelle à perpétuité pour crimes contre l'humanité, l'opinion publique est indignée. Mais, ces différentes déclarations sont le fait d'une stratégie de communication qui vise à mettre le FN et son président dans la lumière médiatique et à libérer une parole nauséabonde.

*Gérard DEL POZO*

**Notes**

1. Ancien bras droit de Tixier Vignancourt aux élections présidentielles de 1965, ancien député poujadiste, ancien officier parachutiste en Algérie
2. De son vrai nom Emmanuel Allot, rédacteur en chef du journal *Minute*, admirateur de Robert Brasillach, ancien milicien condamné à 14 mois de prison après-guerre
3. Le sigle MSI signifie aussi Mussolini Sempre Immortale
4. Ancien d'Occident, du GUD et d'Ordre nouveau, attaché de presse du CNPF en 1969, futur ministre dans divers gouvernements
5. Ancien lieutenant de Jacques Doriot, dirigeant du Parti populaire français, parti fasciste
6. J.P. Stirbois étant propriétaire d'une imprimerie, on comprend sa nomination à ce poste
7. Pierre Gérard, ancien collaborateur du Commissaire général aux questions juives du régime de Vichy, Louis Darquier, condamné à l'indignité nationale à vie puis amnistié dans les années 1950
8. Alors secrétaire général de l'Élysée, puis plusieurs fois ministre et Premier ministre de 1992 à 1993 avant de se suicider en mai 1993
9. Soutenu financièrement par Causa international, branche politique de la secte Moon
10. Président des Comités chrétienté-solidarité, intégristes catholiques qui ont rallié le FN, directeur de la formation professionnelle des laboratoires pharmaceutiques Pierre Fabre. Inculpé pour provocation à la haine raciale
11. Ancien responsable des Républicains indépendants de Bretagne, ancien directeur de cabinet de Jacques Dominati
12. Ancien du Parti populaire français et de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, emprisonné à la Libération et déchu de ses droits civiques
13. Ancien du GRECE et du Club de l'Horloge, auteur de *La Préférence nationale. Réponse à l'immigration* (1985) où il se prononce pour une réforme du Code de la nationalité
14. Organisation religieuse à caractère sectaire fondée en Corée du Sud en 1954. Causa international a été créée en 1980 (siège à New-York) pour lutter contre le communisme par l'éducation
15. Ancien secrétaire d'État sous Pompidou, député UNR de Lozère
16. Secrétaire général du mouvement Causa pour l'Europe
17. Il est condamné à 1,2 millions de francs de dommages et intérêts (Selon l’INSEE : 182 938,82 €, soit en valeur 2023 : 350 682,49 €)